







CONJONCTURE BATIMENT MORBIHAN

Situation au 2ème trimestre 2024

VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA CONSTRUCTION

		Morbihan*	Bretagne
	Logements - Construction neuve		
	Logements mis en chantier Nombre du 2e trimestre 2024 (évol par rapport au même trimestre de l'année précédente), en date réelle estimée (DRE)	+ 6,2% ▲ 1 487 lgts (28%)	- 0,8% = 5 351 lgts
	Logements autorisés Nombre du 2e trimestre 2024 (évol par rapport au même trimestre de l'année précédente), en date réelle estimée (DRE)	+ 60,0% ▲ 2 234 lgts (36%)	+ 0,9% = 6 160 lgts
	Bâtiments non résidentiels - Construction neuve (yc bât agricoles)		
	Surface de bâtiments non résidentiels mis en chantier m² du 2e trimestre 2024 (évol par rapport au même trimestre de l'année précédente), en date de prise en compte	+ 60,8% ▲ 109 721 m² (25%)	+ 31,1% ▲ 436 531 m²
	Surface de bâtiments non résidentiels autorisés m² du 2e trimestre 2024 (évol par rapport au même trimestre de l'année précédente), en date de prise en compte	- 11,8% ▼ 128 166 m² (21%)	+ 3,1% ▲ 615 400 m²
	Matériaux - Production de Béton Prêt à l'emploi		
	Production de BPE en avril et mai 2024 (évol. par rapport à la même période de l'année précédente)	- 5,1% ▼ 90 906 m³ (23%)	- 3,9% ▼ 403 465 m³
	Appareil de production		
	Nombre d'établissements Bâtiment employant des salariés au 31.12.2023 (évol. 1an)	- 0,7% = 2 705 étab. (27%)	- 0,2% = 10 040 étab.
	Nombre de salariés Bâtiment au 31.12.2023 (évol. 1an)	- 0,9% = 16 081 sal. (24%)	- 0,7% = 68 395 sal.
	Nombre d'établissement Bâtiments sans salarié au 31.12.2020 (y compris micro-entreprises) (évol. 1an)	+ 6,5% ▲ 4 288 étab. (26%)	+ 4,9% ▲ 16 545 étab.
	Intérimaires Construction (BTP) Moyenne sur 12 mois glissants à fin avril 2024 (évol. 1an)	+ 3,2% ▲ 1 514 ETP (20%)	- 3,2% ▼ 7 448 ETP
	Demandeurs d'emploi Construction (BTP) (cat. A) au 2e trimestre 2024 (évol. par rapport au même trimestre de l'année précédente)	+ 4,2% ▲ 1 576 DEFM (22%)	0,0% = 7 128 DEFM
	Chiffre d'affaires Bâtiment		
Chiffre d'affaires 2023 en millions d'euros HT (évol. 1an en valeur)	= 2 100 M€ (2022) (23%)	+0,1% (en valeur) = 9 282 M€ - 4,6% (en volume)	

* et part départementale

ENTRETIEN-RENOVATION en BRETAGNE au 1er trimestre 2024

+ 3,7% ▲
Evolution de l'activité par rapport au 1er trimestre 2023

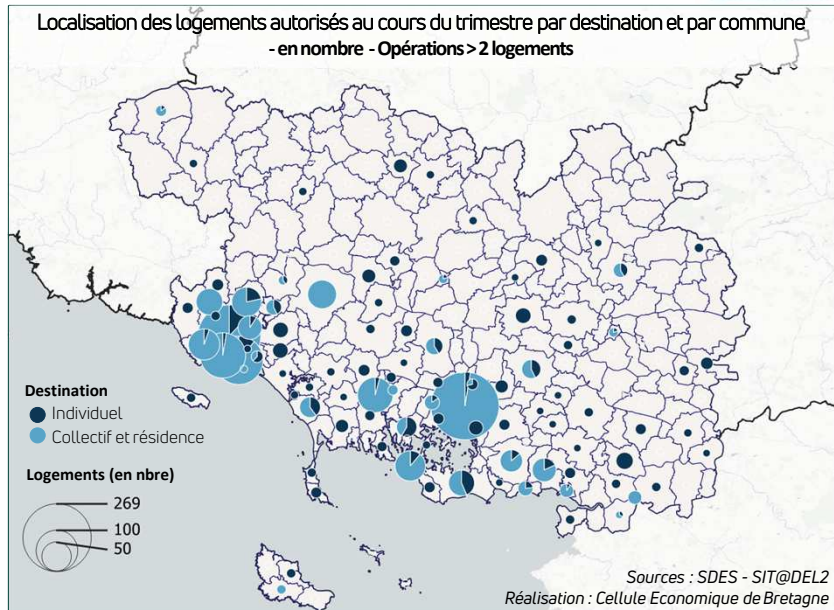
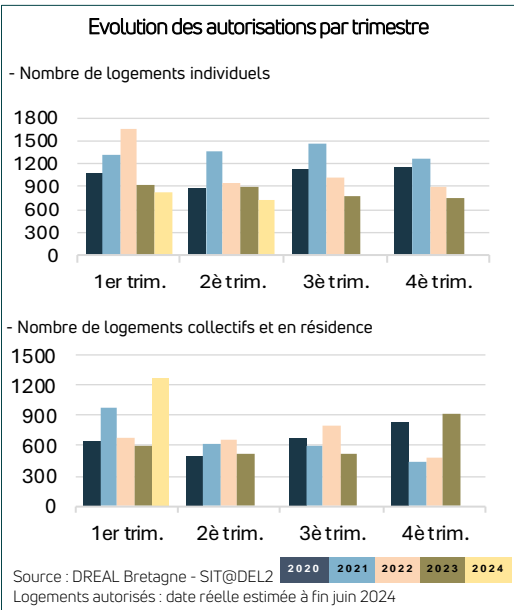
+ 3,4% ▲
LOGEMENTS (évolution 1 an)

+ 4,7% ▲
BÂTIMENTS NON RESIDENTIELS (évolution 1 an)

Au 1er trimestre 2024, l'activité entretien-rénovation en Bretagne reste bien orientée : + 3,7 % globalement par rapport au 1er trimestre 2023 (en volume). A noter que cette progression marque le pas par rapport au trimestre précédent. La hausse reste plus importante sur le marché de la rénovation des bâtiments non résidentiels : + 4,7 % contre + 3,4 % sur celui des logements. Les évolutions régionales restent également bien meilleures que celles du niveau national (+1,7 %). Ce trimestre, la Bretagne se positionne à la 1ère place des régions les plus dynamiques sur ce marché de l'entretien-rénovation (+3,7 %), à égalité avec la région Pays de la Loire. La Bretagne arrive à la seconde position des régions sur le marché de la rénovation de logements ainsi que sur celui de la rénovation des bâtiments non résidentiels.

Source : DREAL Bretagne – Sit@del2, Unicem, Acoess-Urssaf (base révisée annuellement), Insee-Sirene, Dares, Pôle Emploi, Cellule Economique de Bretagne, Sgfgas, GIE Réseau CERC

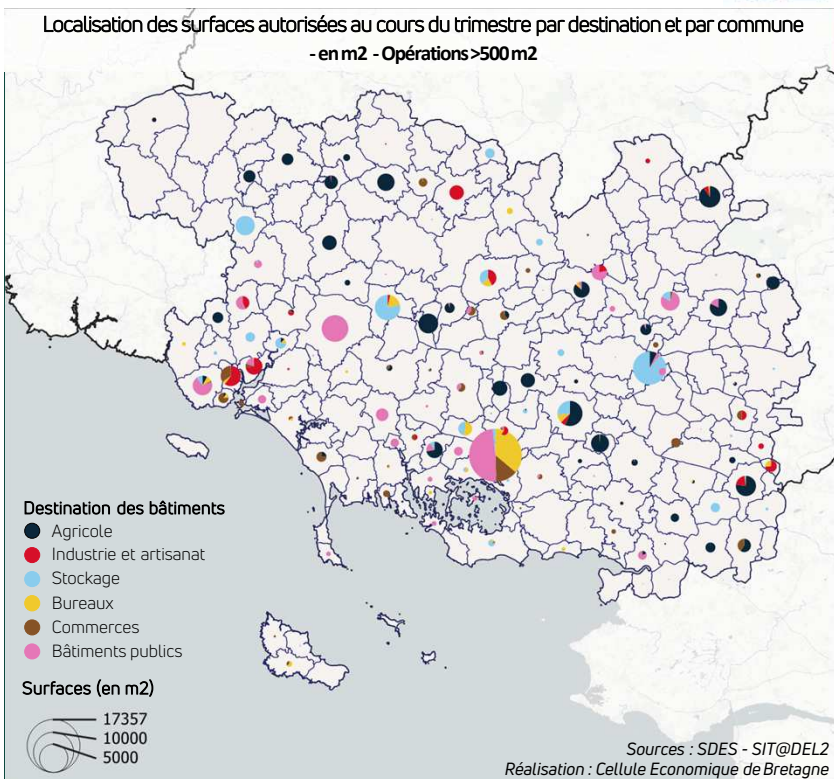
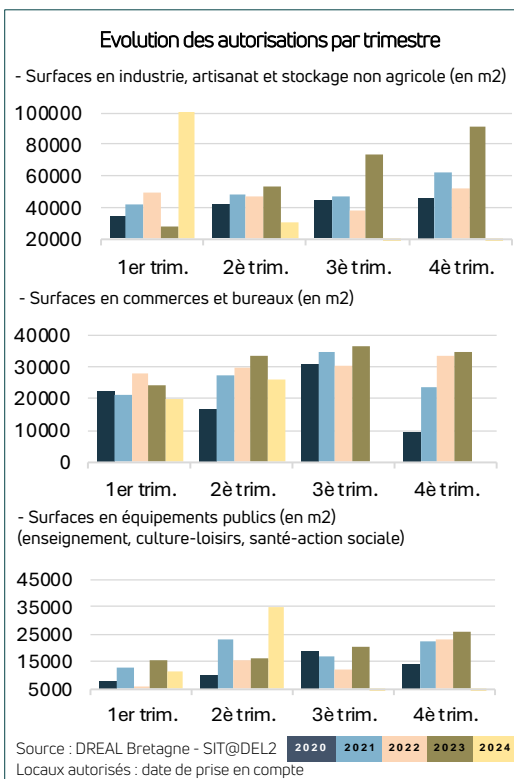
CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS



Au 2^{ème} trimestre 2024, sur le marché du logement neuf, les mises en chantier ont augmenté par rapport au 2^{ème} trimestre 2023 (+6,2 %), quand le niveau régional est quasi-stable (-0,8 %). La bonne orientation de la construction de logements collectifs et en résidence (+54,1 %) a permis de compenser le repli de la production de logements individuels (-19,7%). En cumul 12 mois, à fin juin 2024, le bilan est, par contre, négatif (-11,5 %), moins qu'au niveau régional (-19,1%) : le recul de la production de logements individuels purs (-28,6 %) et celle des logements individuels groupés (-5,2 %) explique cette baisse malgré la hausse des mises en chantier de logements collectifs (+18,4 %).

Dans le Morbihan, les perspectives d'activité sont en forte hausse : le nombre de logements autorisés au cours du 2^{ème} trimestre 2024 est supérieur de 60 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2023, contre + 0,9 % au niveau régional. Cette hausse touche l'ensemble des secteurs, tout particulièrement le logement collectif (+196,4 %). En cumul 12 mois, à fin juin 2024, le bilan est également positif (+20,8 %), contrairement au niveau régional (-5 %) : la demande en logement collectif (+80,7 %) soutient l'activité face à une baisse des autorisations de logements individuels purs (-23 %).

CONSTRUCTION NEUVE DE BÂTIMENTS NON RESIDENTIELS



Sur le marché des bâtiments non résidentiels neufs, au cours du 2^{ème} trimestre 2024, les mises en chantier ont augmenté de 60,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, bien plus qu'au niveau régional (+31,1 %). Les investissements sont en hausse sur l'ensemble des marchés, et plus fortement sur celui des bâtiments industriels (+181,5 %), suivi par le marché des bâtiments publics (+129,7 %). Seuls les investissements de bureaux sont en baisse (-12,3 %). En cumul 12 mois, à fin juin 2024, le bilan dans le Morbihan est également en hausse (+3 %), moins qu'au niveau régional (+9,6 %).

S'agissant de l'activité à venir, les perspectives s'annoncent défavorables : les surfaces autorisées diminuent (-11,8 % au 2^{ème} trimestre 2024 par rapport au 2^{ème} trimestre 2023), alors qu'elles sont en hausse au niveau régional (+3,1 %). La forte demande sur le marché des équipements publics (+117,2 %) et sur celui des bureaux (+47,2 %) n'a pas permis de compenser le repli des autres marchés. En cumul 12 mois, à fin juin 2024, le bilan dans le Morbihan est orienté à la hausse (+26,1 %), plus fortement qu'au niveau régional (+5,7 %). La demande est correctement orientée sur l'ensemble des marchés, excepté celui des commerces (-21,1 %) et des bâtiments agricoles (-2,5 %).